



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de  
conseillers en  
exercice : 33

**Séance du lundi 8 juin 2020**

Extrait de la délibération affiché le **12 juin 2020**.

L'an deux mille vingt, **le huit juin à dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 2 juin, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle Michel Vallery, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

### **Etaient présents**

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Damien **GUILLARD**, Christel **BOUBERT**, Aurélien **LECACHEUR**, Virginie **VANDAELE**, Sylvain **CORNETTE**, Agnès **SIBILLE**, Jean-Luc **HEBERT**, Isabelle **CREVEL**, Gilles **BELLIERE**, Isabelle **NOTHEAUX**, Yannick **LE COQ**, Aliké **PERENDOUKOU**, Nicolas **SAJOUS**, Pascale **GALAIS**, Eric **LE FEVRE**, Edith **LE ROUX**, Nicolas **BERTIN**, Sandrine **VEERAYEN**, Patrick **DENISE**, Véronique **BLONDEL**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Catherine **OMONT**, Thierry **GOUMENT**, Aline **MARECHAL**, Jean-Pierre **LAURENT**, Corinne **CHOUQUET**, Agnès **MERLIN**, Arnaud **LECLERRE**, Virginie **LAMBERT**, Nicole **LANGLOIS**, Laurent **GILLE**.

### **Secrétaire de séance**

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

# CONSEIL MUNICIPAL

## Séance du Lundi 8 juin 2020

2020.06/69

### MARCHES PUBLICS – ENTRETIEN DES MATERIELS CHAUDS ET FROIDS – GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA VILLE DE MONTIVILLIERS ET LE CCAS DE MONTIVILLIERS – CONVENTION – SIGNATURE – AUTORISATION

**M. Eric LE FEVRE, Conseiller Municipal Délégué** – Le marché d’entretien des matériels chauds et froids installés dans les cuisines et satellites des établissements scolaires, bâtiments municipaux, CCAS (épicerie sociale) et résidences autonomie arrive à échéance au 20 juillet 2020.

Une nouvelle consultation doit donc être lancée pour le contrôle et l’entretien de ces matériels chauds et froids des établissements municipaux pour le compte de la Ville de Montivilliers et pour le CCAS et les résidences autonomie pour le compte du CCAS de Montivilliers.

Conformément aux dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 du code de la commande publique, des groupements de commandes notamment entre les collectivités territoriales et des établissements publics peuvent être constitués après établissement et signature d’une convention constitutive.

Afin d’obtenir les meilleures conditions tarifaires, il convient d’inclure dans un seul dossier de consultation les besoins de la Ville et du CCAS de Montivilliers.

Cette convention :

- Précise d’une part, que la Ville est coordonnateur du groupement, qu’elle est chargée de lancer, signer et notifier le marché, chaque membre, pour ce qui le concerne, s’assurant de sa bonne exécution ;
- Et d’autre part, désigne la commission Marchés du coordonnateur comme celle du groupement de commande.

Ce marché sera signé, pour une durée d’un an, renouvelable 3 fois. Les montants annuels de contrôle et l’entretien du matériel sont estimés à environ :

- Budget ville (cuisine centrale - écoles – mairie – maison de l’enfance – Salles de sports – centre social Jean Moulin) : 12.500 euros HT, soit 15.000 euros TTC
- Budget CCAS (épicerie sociale) : 300 euros HT, soit 360 euros TTC
- Budget résidence Beauregard : 1.250euros HT, soit 1.500 euros TTC
- Budget résidence Eau Vive : 1.250 euros HT, soit 1.500 euros TTC.

A ces montants, s’ajoutent les réparations ponctuelles (hors contrat d’entretien), estimées annuellement à environ :

- maximum annuel de 35.000 € HT sur le budget de la ville (cuisine centrale - écoles – mairie – maison de l’enfance – Salles de sports – centre social Jean Moulin)
- maximum annuel de 2.400 € HT pour le CCAS et les résidences autonomie Eau Vive et Beauregard.

**Compte tenu de ces éléments d’information, je vous propose d’adopter la délibération suivante :**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le code de la commande publique et notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8 ;

**CONSIDERANT**

- Les dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 du code de la commande publique qui prévoit la possibilité de créer des groupements de commandes ;
- La nécessité de constituer un marché unique pour la ville de Montivilliers et le CCAS de Montivilliers et d'obtenir les meilleures conditions tarifaires, il est opportun de former un groupement de commandes entre la Ville et le CCAS ;

**VU** le rapport de Monsieur le Conseiller Municipal délégué chargé des Finances, des Marchés publics et du Développement Economique

**Après en avoir délibéré,**

**DECIDE**

- **D'autoriser le Maire à signer** avec le CCAS de Montivilliers la convention constitutive du groupement de commandes,

**Imputation budgétaire**

**Budget principal de la Ville**

Cuisine centrale/Maison Enfance/mairie : 6156-251

Centre social Jean Moulin : 6156-6322

Salles Ch.Gand et H.Matisse : 6156/40

**Budget Résidence autonomie Beauregard**

Nature et libellé : 61558-6112

**Budget Résidence autonomie Eau Vive**

Nature et libellé : 61558-6111

**Budget CCAS (épicerie sociale)**

Nature et libellé : 61558-02

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.**

*Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.*

*Pour extrait conforme au registre dûment signé.*